Usine de Blanquefort: « un nouveau plan va être proposé à Ford »

18/02/2019 à 18h43

Un panneau du site de Ford à Blanquefort (Aquitaine). - Georges Gobet - AFP

Les discussions sur la reprise du site Ford de Blanquefort par Punch-Powerglide sont prolongées d'une semaine. Un nouveau plan doit être proposé au constructeur américain, selon le syndicaliste Philippe Poutou.

Les discussions sur la reprise de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) vont se prolonger jusqu'au 25 février entre l'État, la direction de Ford et la société franco-belge Punch-Powerglide, a indiqué à l'AFP la CGT lundi à l'issue d'une rencontre à Bercy avec le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

"Tout est reporté d'une semaine", a déclaré Philippe Poutou, représentant CGT et ancien candidat (NPA) à la présidentielle, soulignant que "l'option un, c'est-à-dire un rachat par Punch, est toujours d'actualité d'après le gouvernement".

"Et donc un nouveau plan va être proposé à Ford pour essayer de trouver un accord" de la part du constructeur américain pour "qu'il accepte le plan de reprise par Punch", a-t-il ajouté. Il

a précisé qu'auraient lieu "d'ici lundi une rencontre entre les syndicats de l'usine et Punch pour discuter des nouvelles conditions", ainsi que "des discussions entre l'État et Punch et des discussions intenses entre l'État et Ford".

L'Etat veut s'assurer que l'offre est "solide sur le long terme"

Bruno Le Maire avait déclaré avant cette réunion vouloir s'assurer que l'offre de reprise de l'usine de Blanquefort est "solide sur le long terme", alors que les doutes se multiplient sur la viabilité de ce projet.

"Nous allons étudier les forces et les faiblesses de cette offre pour que les salariés puissent se prononcer en connaissance de cause", a-t-il dit à l'AFP en marge d'un déplacement dans la matinée. "L'objet est bien de garantir un avenir industriel au site de Blanquefort".

"Le marché automobile est difficile (...). Raison de plus pour nous assurer que l'offre de Punch est solide sur le long terme et qu'elle garantit un volume d'activité suffisant au plus grand nombre de salariés sur le site", a-t-il ajouté.

850 emplois menacés

Le constructeur américain Ford a annoncé début 2018 son intention de se désengager de l'usine de boîtes de vitesse, qui emploie quelque 850 personnes. Il a refusé une offre de reprise déposée par Punch-Powerglide, pourtant appuyée par l'État et les syndicats.

Face à ce refus, Bruno Le Maire a fait planer mi-décembre la menace d'une nationalisation provisoire de l'usine. "S'il faut que l'État fasse la transition, rachète le site pour le revendre à Punch, cela ne me pose aucune difficulté", avait-il déclaré.

Mais ce projet de reprise, qui prévoit de conserver 400 emplois sur les 850 que compte l'usine, semble avoir du plomb dans l'aile, faute de garanties suffisantes apportées par le groupe franco-belge sur les commandes de ses clients.

Si l'option Punch tombait "complètement à l'eau, on entrerait dans une discussion complètement nouvelle", a ajouté Philippe Poutou, avec soit "un plan de revitalisation" qu'il a qualifié de "complètement pipeau", soit "une autre option qu'on voudrait discuter mais que le gouvernement pour l'instant ne veut pas, (...) c'est que l'État reprenne l'usine en main".